

En page 2 :

Une enquête d'« Excelsior »
sur l'essor économique des
ports de Rouen et du Havre.

REMISE DES CONTRE-PROPOSITIONS DE L'AUTRICHE AUX ALLIÉS

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.182. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

Pierre LaBille, fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON
20, rue d'Enghien, Paris.

JEUDI

7

AOUT

1919

Les passions sont
comme les herbes
empoisonnées. Les
doses seules en font
des poisons ou des
antidotes.

HELVETIUS.

LES CHEFS DE L'ARMÉE ROUMAINE QUI VIENT D'OCCUPER LA CAPITALE HONGROISE



LE GÉNÉRAL MARDARESCU



LE GÉNÉRAL HALBAN PASSANT SES TROUPES EN REVUE A SON Q. G. D'ORADEA-MARE



LE GÉNÉRAL HALBAN

C'est sous le commandement du général Mardarescu que les troupes roumaines, fortes de 30.000 hommes, sont entrées à Budapest. Des troupes anglaises sont parties pour prendre part à l'occupation; des Français et des Tchéco-Slovaques les rejoindront. Le général Halban a été nommé gouverneur de

Budapest. C'est lui qui commandait récemment le groupement Sud des armées roumaines. On le voit ici passant ses troupes en revue, quelques jours avant l'attaque qui devait se terminer par la défaite des bolcheviks et l'occupation de la capitale hongroise. La population de Budapest reste calme.

240 INSTITUTEURS LORRAINS ONT ÉTÉ REÇUS HIER A L'HOTEL DE VILLE DE PARIS



L'ARRIVÉE DE LA DÉLÉGATION A L'HOTEL DE VILLE, HIER APRÈS-MIDI

Une délégation de 240 instituteurs de la région de Metz vient d'arriver à Paris, où elle a été envoyée sur l'initiative de M. Mirman, commissaire de la République en Lorraine. Le voyage de ces délégués doit durer huit jours. Il leur permettra de prendre plus complètement contact avec la vie française. Ils



M. BERTIN, DIRECTEUR D'ÉCOLE EN LORRAINE, PRONONCE UN DISCOURS

ont déjà visité le musée de l'armée, aux Invalides, les Tuileries, les Champs-Élysées, le Louvre, le Panthéon, etc. Hier, à 3 heures, ils ont été reçus à l'Hôtel de Ville par le président du Conseil municipal. Leur cicerone, M. Bertin, qui dirige une école en Lorraine, a pris la parole pour remercier la municipalité.

LE PRINCE DE GALLES EST PARTI SUR UN CUIRASSÉ POUR LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS



LA FAMILLE ROYALE MONTE A BORD DU « RENOWN » POUR FAIRE SES ADIEUX AU PRINCE DE GALLES

Le prince de Galles est parti avant-hier soir pour l'Amérique, où il doit visiter longuement le Canada et les États-Unis. C'est à Portsmouth que le prince, qui portait l'uniforme de capitaine de vaisseau, s'est embarqué sur le « Renown », le plus beau cuirassé actuel de la grande flotte. La famille royale lui a fait



LE PRINCE ET L'AMIRAL WEMYSS

ses adieux à bord. Voici, à gauche : 1^{er} Le roi; 2^e La reine; 3^e Le prince de Galles; 4^e La princesse Mary; 5^e Le prince Albert; 6^e Le prince Henry. A droite, sur le pont du « Renown », le prince s'entretient avec l'amiral sir Rosslyn Wemyss. Les équipages de la flotte ont acclamé le jeune prince au moment du départ.

5 HEURES DU MATIN DERNIÈRE HEURE 5 HEURES DU MATIN

EN HONGRIE

LES CHEFS COMMUNISTES RÉFUGIÉS À VIENNE SERONT LIVRÉS À L'ENTENTE

Le comte Andrássy est généralement désigné comme le futur chef du gouvernement de coalition.

BALE, 6 août. — On mande de Vienne : L'Entente invitera le gouvernement de l'Autriche à livrer les chefs communistes réfugiés à Vienne, afin de les traduire en justice.

Il est possible qu'ils soient livrés à des tribunaux hongrois compétents.

D'après la *Volkszeitung*, Agoston, actuellement ministre des Affaires étrangères, et Garbai, ex-ministre de l'Intérieur, ont été nommés membres du Conseil des commissaires, ont déclaré que, pour faciliter la tâche au nouveau cabinet, ils étaient prêts à démissionner contre la promesse que le gouvernement dissolue le parti communiste et qu'il se réunisse à Szeged.

Enfin, la *Deutsche Allgemeine Zeitung* assure que l'ancien ministre des Affaires étrangères de la monarchie dualiste, le comte Andrássy, qui villageois actuellement près de Lucerne, est généralement désigné comme le futur président du cabinet de coalition qui va être constitué.

Départ du prince Borghèse pour Budapest

BALE, 6 août. — On mande de Vienne : Suivant une information de Bregenz, le prince Borghèse, est parti pour Budapest en avion, ainsi que le chef de la commission américaine d'inspection, afin de diriger le ravitaillement de la population hongroise.

Echange de télégrammes entre Guillaume II et Charles I^{er} en 1918

Zurich, 6 août. — La *Gazette de Francfort* publie les deux télégrammes suivants, échangés entre Charles I^{er} et Guillaume II, le 30 octobre 1918, jour où l'Autriche avait fait la première démarche en vue d'obtenir un armistice.

L'empereur d'Autriche télégraphiait à son allié :

J'ai été forcé ce matin, la situation militaire étant devenue intenable, de proposer un armistice aux Italiens. Mais si les Italiens acceptent mon offre, je serai en mesure de traverser le Tyrol et la Carniole, les Sudètes et de Tarnob, de Bregenz et du Sudetin soient ouverts à nos ennemis pour marcher contre les territoires, je me placerai à la tête de mes troupes, par la force des armes. Tu peux y compter fermement. Je ne puis avoir la même confiance pour les troupes des autres nationalités.

Guillaume II répondait à ce message dans les termes suivants :

J'ai lu avec émotion ton télégramme concernant la proposition d'armistice. Je suis convaincu que les Autrichiens allemands, guidés par leur empereur, se soumettront à toutes conditions raisonnables, et je te remercie, puisque tu veux bien encore m'en donner l'assurance.

En fidèle amitié.

GUILAUME II.

L'entêtement de Guillaume II

BALE, 6 août. — Le prince Max de Bade, dans un discours prononcé avant-hier, à Karlsruhe, a rappelé la conversation téléphonique qu'il eut le soir du huit novembre dernier avec l'empereur.

L'ancien chancelier a assuré qu'un cours de cette nature, l'empereur, qui fut extrêmement violent, montra une ignorance stupéfiante des sentiments des troupes à son égard, envisageant la possibilité d'une expédition de châtiment contre Berlin, et refusa absolument d'entendre parler d'abdication.

« Si le haut commandement, a continué le prince Max, avait exposé alors franchement la situation à l'empereur, celui-ci n'aurait pas attendu jusqu'au 9 novembre, et aurait abdiqué dès le 8. Selon toute probabilité, la situation n'aurait pas été aggravée, et les troupes n'auraient pas été forcées de combattre les troupes allemandes, et on aurait évité de compter sur les troupes de Berlin. »

Graves bagarres à Trieste

ROME, 6 août. — On mande de Trieste : L'agitation socialiste qui se manifestait à Trieste depuis quelques jours s'est brusquement aggravée, avant-hier soir, à la suite d'un incident banal entre des ouvriers et des carabinieri. Des manifestants se sont formés en colonne et ont parcouru la ville; des bagarres ont éclaté.

On a couru de ces incidents, qui se sont prolongés pendant près de deux heures, des coups de fusil et de revolver ont été tirés. Le nombre des victimes est cependant peu important, car on ne compte que cinq blessés.

Les manifestations se sont renouvelées hier matin, et de nouvelles bagarres ont éclaté, avec des coups de fusil et des coups de poing, dans les rues de la ville.

M. Loucheur visite le Nord dévasté

LILLE, 6 août. — M. Loucheur, ministre de la Reconstruction industrielle, accompagné de son directeur général, le colonel Prangy, et d'autres personnalités de son entourage, sont venus hier à Lille, où ils ont été reçus par les membres de la Chambre de commerce.

Gaux, qui fut exposé sous forme de vœux, les desiderata des industriels, qui ont concerné les aménagements à apporter pour une reprise de l'industrie et des usines et leur fonctionnement rapide.

M. Loucheur, après avoir exposé ce que le gouvernement a déjà fait pour les régions libérées, a noté l'assurance que ses efforts continueraient, suivant le désir des industriels du Nord.

EN GRANDE-BRETAGNE

L'ANGLÈTERRE MENACÉE PAR SUITE DES GRÈVES DE MANQUER DE PAIN

L'autorité supérieure serait convaincue d'une conspiration ayant des racines à l'étranger.

LONDRES, 6 août. — On espère que la situation qui va s'ouvrir entre patrons et ouvriers boulangers mènera fin à la grève qui menace de provoquer la disette du pain en Angleterre.

C'est à Liverpool que la situation est la plus grave. Hier, déjà, le pain faisait entièrement défaut, et aujourd'hui il sera impossible de s'en procurer. D'autre part, Liverpool est menacé d'une grève des ouvriers des transports, par sympathie pour la grève de la police. Actuellement, un tiers du ravitaillement de l'Angleterre arrive par Liverpool.

On annonce que M. Henderson, qui est à Londres, a été appelé d'urgence à Liverpool, en raison de la gravité de la situation.

On a couru de la réunion des différents organisations des Trade-Unions de Liverpool, un comité général de grève a été désigné et se réunira aujourd'hui.

Les grèves actuelles seraient nettement révolutionnaires

LONDRES, 6 août. — Le correspondant parlementaire du *Times* écrit :

« On assure que l'autorité supérieure est convaincue que les grèves actuelles et les désordres qui en résultent font partie d'une conspiration délinquante ayant des racines à l'étranger, dont le but est de renverser le système actuel de gouvernement en Grande-Bretagne. »

Grève de mineurs

LONDRES, 6 août. — L'Association des mineurs du Nord a décidé de faire la grève générale des charbonnages de Midlothian, qui affectera vingt et une mines et plus de 11.000 hommes.

La Chambre des communes

LONDRES, 6 août. — A la Chambre des communes, M. Bannan a annoncé qu'un projet de loi établi en vue de réprimer de la façon la plus rigoureuse les agissements des profiteurs sera présenté demain, et voté en toutes lectures avant les vacances d'été.

La lutte sur le front bolchevik

Un raid sur le lac Onega

LONDRES, 6 août. — *Official*. — Les forces combinées de terre, de mer et de l'air ont exécuté un raid le 2 août pour surprendre la flottille sur le lac Onega, elles se sont emparées du port de Salviski, à 40 milles au sud-ouest de Madjevskaya, par la force des armes. Les navires, et ont pris deux vapeurs, deux canons de trois pouces en parfait état.

Pelloua fait un bond en avant de 50 kilomètres

BERNE, 6 août. — La marche en avant de l'armée ukrainienne du général Pelloua continue le long de la ligne Odessa-Jmerek-Kiev. Entre le Bug et le Dniestr, elle a remporté de beaux succès sur les bolcheviks, ce qui lui a permis de faire un nouveau bond en avant de 50 kilomètres.

L'affaire Margulies

MARSEILLE, 6 août. — Le général de brigade Schmitz, ancien gouverneur de Nice, témoigne, au début de l'audience de ce matin, en faveur de Margulies, dont il vante la générosité et le désintéressement. Il parle longuement des hautes relations de Margulies. Ses relations avec l'inculpé, dit-il, terminèrent sa disgrâce, alors que, jusqu'alors, les fonctionnaires hostiles à Margulies obtinrent un avancement rapide. Le général Schmitz ajoute que Mme Margulies fut toujours « une excellente Française », élevant ses enfants dans l'honneur de l'Allemagne.

Le comte Robozinski, président de la Croix-Rouge polonaise à Nice, dépose dans le même esprit.

MM. Verrier et Leguy, inspecteurs de police, chargés d'enquête sur les relations de Margulies, s'abouchent avec l'inculpé, qui, par ses déclarations, les conforte dans son opinion. Les déclarations de la nationalité autrichienne de Margulies.

M. Anatole Marie, inspecteur d'enregistrement à Nice, qui examina la comptabilité de Margulies, affirme qu'elle était d'une tenue parfaite.

On entend ensuite M. Pechadre, député d'Epervanay.

M. Pechadre, député d'Epervanay, nie l'existence d'une affaire Margulies. Elle a été, dit-il, dès le début, fabriquée de toutes pièces par un monsieur qui ne trouva pas d'autres moyens de défendre ses intérêts.

Plusieurs fois interrompu, M. Pechadre fait le récit de la visite qu'il fit au gouverneur belge alors réfugié à Havre.

« Il y avait la MM. Renkin, Carton de Wiart et de Broqueville. M. Renkin, notamment, me dit : « Si la guerre n'avait pas éclaté, Margulies serait belge, car sa naturalisation serait maintenant acquise. » Et plus tard : « Si Margulies n'avait pas été réformé, lui, qui, cependant, n'est pas naturalisé belge, ferait en ce moment le coup de feu avec ses anciens camarades belges. »

M. Carton de Wiart lui avait tenu de son côté ce propos : « Margulies est protégé belge. Il est assez naturel qu'il sollicite un permis de séjour là où siège son gouvernement. »

Dans toutes mes conversations avec les ministres belges, ajoute M. Pechadre, ceux-ci se sont accablés à reconnaître à Margulies la qualité de protégé belge.

M. Descazy a pu, en qualité de correspondant de Marseille, soit de Nice, soit plus tard au ministère de la Guerre, suivre l'affaire Margulies et se convaincre, dit-il, qu'il y avait alors dans les camps retranchés de Paris et de Nice des hommes tentés par la fortune de Margulies, qui leur offrait une proie. Le 2^e bureau de l'état-major, lui, ajoute le témoin, n'aurait jamais fait le néant.

Quant à la nationalité de Margulies, les renseignements que M. Descazy avait pris auprès du consulat de Belgique à Nice avaient amené à constater qu'il était régulièrement inscrit sur ces registres.

Divers témoins viennent déposer en faveur de Margulies.

AUX ETATS-UNIS

ACCAPAREURS ET MERCANTIS VONT ÊTRE POURSUIVIS ET TRAQUÉS SANS Pitié

Mais le problème de la vie chère se trouve doublé de celui des revendications très graves des cheminots.

WASHINGTON, 6 août. — On apprend des milieux officiels que le président Wilson a autorisé l'intervier à étudier la situation alimentaire et à voter une nouvelle législation qui permette d'amener la réduction des prix.

L'attorney général Palmer a affirmé au président que tous les membres du ministère de la Justice combattaient les accapareurs et les mercantis, qui sont traqués implacablement.

Les revendications des cheminots

WASHINGTON, 6 août. — Les revendications présentées par les cheminots de tous côtés sont considérées comme extrêmement graves et d'une portée considérable.

En résumé, le projet prévoit l'abolition des capitaux privés ; il prévoit que les particuliers propriétaires recevront pour les chemins de fer des obligations du gouvernement dont le taux d'intérêt serait représentatif de tout dollar honnêtement versé ; il prévoit encore qu'un contrôle tripartite serait établi dans les corporations qui publient la direction et les ouvriers auront une représentation égale.

On a annoncé, hier, que le référendum de la Chambre de commerce des Etats-Unis, comprenant plus de 600.000 membres, s'est prononcé en faveur de la propriété privée des chemins de fer.

D'autre part, les ouvriers des chemins de fer ont réitéré la menace de faire grève s'il n'était pas fait droit à leurs revendications.

Un hommage de Lloyd George au maréchal Foch

LONDRES, 6 août. — M. Lloyd George, exprimant, aujourd'hui, à la Chambre des communes les sentiments de l'assemblée au maréchal Foch, a dit :

« La guerre aurait pu être gagnée sans la direction de Foch, mais pas en 1918. Ce que la victoire signifie pour le monde civilisé ne peut être calculé, et ce qu'il serait advenu si les pertes, les dévastations et l'anxiété avaient été une ou deux années de plus ne pourrait être imaginé ; mais le monde ne connaît point ce risque, grâce au maréchal Foch. La gratitude de notre pays comme celle de toutes les nations civilisées doit aller à lui. »

Les généraux anglais vainqueurs reçoivent des titres de noblesse

LONDRES, 6 août. — Le maréchal Haig et l'amiral Beatty reçoivent le titre de « earl ».

Le maréchal Plumer, les généraux Allenby, Rawlinson, Byng et Horne sont créés « pairs ».

Les autres généraux et les amiraux Malden, Keyes, Hockley et Tyrwhitt sont nommés « barons ».

LA CHAMBRE VOTE UN PROJET SUR L'ORGANISATION MUNICIPALE

Paris aurait 96 conseillers municipaux ; Lyon et Marseille, 60 ; les communes de moins de 100 habitants, 8 seulement.

La Chambre, qui paraît décidée à suspendre ses travaux samedi soir pour revenir le 25 août, a voté hier plusieurs projets et propositions inscrits à son ordre du jour.

L'une de ces dernières est des plus importantes. Elle modifie, en effet, l'organisation municipale prévue par la loi de 1841, et fixe à huit le nombre des conseillers municipaux dans les communes de moins de 100 habitants, à six dans les communes de 100 à 200 habitants, à quatre dans les communes de 200 à 500 habitants, à trois dans les communes de 500 à 100.000 habitants, et à deux dans les communes de plus de 100.000 habitants.

Quelque peu surpris par l'adoption, sans débat, des deux premiers articles de la proposition, M. Pams, ministre de l'Intérieur, demanda le renvoi à la commission au moment où la Chambre allait être appelée à statuer sur l'ensemble. Le rapporteur, M. Rozier, président de la commission d'administration générale, départementale et communale, et M. Navarre insistèrent, au contraire, pour le vote de la proposition. M. Rozier fit valoir, notamment, que Paris était représenté par un conseil municipal élu dans des conditions purement géographiques, sans préoccupation de nombre des habitants.

Bercy, Gaillon, dit-il, qui comptent 42.000 habitants, ont un conseiller municipal, comme T. Roquette, Plaisance, les Grands-Carrières, qui en comptent 100.000 habitants. D'année en année, les différences s'accroissent, au point que le système d'équité devient de plus en plus inique. C'est cette injustice que nous avons voulu corriger.

En vain, M. Narcisse Boulanger demandait une délibération en seconde lecture. Sa proposition fut repoussée par 216 voix contre 191. Le projet fut ainsi adopté à mains levées.

La Chambre a adopté, d'autre part : Le projet ayant pour objet la réorganisation des services de l'Office national du commerce extérieur, la modification du statut des attachés commerciaux et la création d'agents commerciaux.

Le projet modifiant la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, dans le but de permettre à un exproprié de renoncer au bénéfice de l'expropriation et les indemnités allouées par le jury lui paraissent excessives.

Reprenant, enfin, la discussion du régime de l'alcool, la Chambre fit des modifications relatives à l'institution du monopole de l'alcool industriel un projet spécial dont elle adopta l'ensemble. La discussion des autres articles fut renvoyée.

CE QU'AVAIT DIT LA NOURRICE

par JACQUES CÉSANNE

Au bruit que faisaient les chevaux sur le pavé du village, les enfants étaient accourus de toutes parts, se poussant et se bousculant pour mieux voir. L'un d'eux appela sa sœur :

— Wilhelmine, Wilhelmine ! Viens vite... Ce sont les Français qui passent...

C'étaient des Français, en effet, et l'Empereur au milieu d'eux. Il avait quitté le palais de Schœnbrunn le matin, et s'était aventuré jusque-là, en galopant, avec quelques officiers d'état-major, à travers la campagne viennoise.

Une jeune fille se montra sur le seuil de sa porte. Elle était blonde, fine et mince, avec des yeux roses que l'émotion avait pâlis. Quand l'Empereur parut, elle cria, comme en extase :

— Lui... C'est lui !...
Napoléon avait entendu. Il sourit, et, de la tête, salua la jeune fille ; mais celle-ci, toute confuse de son audace, s'était enfuie déjà. Alors, il dit, sur un ton qui ne lui était pas coutumier :

— Quelle charmante apparition !
On approuva, d'un murmure unanime, et, dans l'escorte, il y eut des chuchotements et des sourires.

Le lendemain soir, vers dix heures, l'Empereur travaillait à Schœnbrunn, lorsque son valet de chambre Constant s'approcha de lui :

— Sire, c'est la jeune personne que vous avez rencontrée hier matin, au cours de votre promenade...
Napoléon parut étonné. Puis il se souvint... Il demanda :

— Qui l'amène ?
— Elle est venue ici avec une vieille femme.
— Quelle femme ?
— La jeune fille fit une profonde révérence. L'Empereur, qui signait des décrets, ne lui garda de s'interrompre de son travail, mais il tourna à demi la tête :

— Comment vous appelez-vous ?
— Wilhelmine, sire.
— Quel âge avez-vous ?
— Dix-huit ans.

Dans l'inflexion de sa voix, un peu effarouchée, il y avait un charme ; dans sa tenue, une modestie ; dans son costume, une élégance qui enchantèrent l'Empereur. Laisant la son travail, il la fit asseoir, et vint se placer près d'elle, mais si près avec une telle desvolture que la pauvre enfant recula en se cachant le visage de ses mains. Ce n'était sans doute pas ce qu'il attendait d'elle, car il murmura, décontenancé :

— Qui êtes-vous donc ?
Elle s'était mise à sangloter. Devant le désespoir qui secouait ce pauvre petit être, il reprit avec plus de douceur :

— Comment se fait-il que votre mère vous ait laissée venir ici ?
La jeune fille répondit :

— Il y a bien longtemps, sire, que Dieu a rappelé ma mère...
— Qui est votre père ?
— Le baron de... sire.
— Que fait-il ?
— Il est capitaine aux armées de Sa Majesté l'empereur Français...

Napoléon se leva. Brusquement, sa voix avait pris un ton de reproche :

— Vous êtes la fille d'un officier, made-

moiselle, et vous n'avez pas craint de venir ici, à cette heure, et de vous trouver seule à seul avec...

Alors elle eut un cri où se dévoilait toute l'innocence adorable de son cœur :

— Ah ! sire... Je n'avais pas songé...

Elle s'interrompit soudain, n'osant plus exprimer sa pensée.

— Eh bien ?
— Je n'avais pas songé que vous fussiez un homme !

Et, naïve, elle expliquait : ce n'était pas un homme, en effet, qu'elle avait devant elle : c'était le héros qui, en moins de quinze ans, avait accompli plus d'exploits que n'eussent osé en rêver les plus fameux capitaines, c'était un conquérant que le pape avait couronné empereur, après qu'il eut rétabli en France le culte de Dieu et le règne de la justice, c'était le prince devant qui tremblaient tous les princes de la terre...

Napoléon souriait. D'un geste paternel, il s'était mis à caresser les cheveux de la jeune fille. Il demanda :

— Qui vous a accompagnée, ce soir, mon enfant ?
— La vieille nourrice qui m'a élevée.
— Et c'est vous qui avez eu, toute seule, l'idée de me faire cette visite ?
— Oh ! non, sire !
— Alors, comment êtes-vous venue ?
— C'est un officier qui s'est présenté chez nous, de votre part, hier après-midi...

L'Empereur fronça le sourcil :

— Je n'ai envoyé personne !
— ... Et qui s'est offert pour nous conduire au palais.

Napoléon fit :

— Je tirai l'affaire au clair...
— Alors, ma nourrice m'a dit : « Va voir le grand empereur des Français, ma fille, cela te portera bonheur... »
— Elle ajouta :

— Et je l'ai crue, n'est-ce pas ?
L'Empereur lui pinça l'oreille :

— Vous avez bien fait, mon enfant. Il se tut un instant, puis :

— Quel homme sera jamais digne de ce petit trésor de candeur et de grâce ?
— Elle hochait la tête :

— Les pauvres filles sans dot, sire, ne trouvent pas aisément à se marier, aujourd'hui...
— Je vois que, sur ce point, mon enfant, l'Autriche ressemble beaucoup à la France. Mais ne suis-je pas là, moi ? Et avez-vous oublié ce qu'a dit la nourrice ?

Il répéta malicieusement :

— Va voir l'empereur des Français, ma fille, cela te portera bonheur. Est-ce que je pourrais faire mentir cette brave femme ? N'y complez pas... Bonsoir, mon enfant... Il est tard, et j'ai beaucoup de travail encore... Allez dormir, et faites de beaux rêves...

Le lendemain, un officier d'ordonnance apportait chez la jeune fille un pli volumineux, et le baron de... était avisé, en même temps, que l'Empereur, dans la bienveillante attention avait été attirée sur les mérites de Mlle Wilhelmine, constituant à celle-ci un dot de trois cent mille francs, en vue de son heureux établissement.

JACQUES CÉSANNE.

La répression de la spéculation sur les loyers

La commission sénatoriale des loyers a approuvé, hier, le rapport de M. Henry Chéron sur la proposition de loi, votée par la Chambre, relative à la prorogation des baux. Le rapport sera déposé aujourd'hui même sur le bureau du Sénat.

Examinant ensuite le projet de loi relatif à la répression de la spéculation illicite sur les loyers, la commission s'est prononcée contre le texte du gouvernement qu'elle a trouvé insuffisamment précis.

Son rapporteur présentera un contre-projet réprimant les infractions nettement caractérisées.

L'organisation de l'Alsace-Lorraine

Par décret rendu sur la proposition du président du Conseil, le décret portant centralisation sur la proposition de loi, d'indemnités d'origine allemande des fonctionnaires de la République en Alsace et Lorraine.

Une circulaire relève le maximum et organise le paiement par chèques des avances allouées aux fonctionnaires.

Sont nommés : trésoriers-payeurs : de l'Alsace, M. Bourgeois ; de l'Alsace, M. Ducloux.

M. Clémenceau a reçu hier matin, au ministère de la Guerre, le maréchal Foch.

Un communiqué la note suivante : « Une information d'origine allemande, d'indemnités sanglantes qui se seraient produites à Strasbourg entre militaires français et civils. Cette nouvelle est sans fondement. »

M. Armand Falla a déposé une proposition de résolution invitant le gouvernement à libérer immédiatement, quelle que soit leur classe, les militaires ayant perdu leur liberté sous les drapeaux.

Par une proposition de résolution, MM. Denais, Paul Fournier et Anet demandent à la Chambre d'inviter le gouvernement à la saisir, dans le plus bref délai, d'un projet de loi modifiant la loi de 1913, et réduisant les charges militaires du pays dans toute la mesure compatible avec la sécurité de nos nouvelles frontières et les exigences de la défense nationale.

Une délégation du groupe parlementaire des représentants des départements libérés a été reçue, hier, par M. Clémenceau, président du Conseil, qu'elle a entretenu de la question du chemin.

M. Gals, sous-secrétaire d'Etat aux Travaux publics, a été entendu, hier, par la commission sénatoriale chargée de l'examen des projets relatifs à l'utilisation de l'énergie hydraulique.

M. Joseph Hottard, directeur des P.T.T., d'indemnités, a été entendu, hier, après-midi, par le sous-secrétaire d'Etat aux Travaux publics, et a été entendu, par le ministre de la Guerre, de la défense nationale.

La Belgique a été invitée officiellement à occuper la région de Montmédy, qui lui est annexée par le traité de paix.

A Madrid, un haut fonctionnaire diplomatique espagnol serait soumis à une enquête pour communication de pièces importantes à des puissances étrangères.

La situation ouvrière est très tendue à Valence (Espagne), où plusieurs industries font grève.

Les traitements des fonctionnaires de l'enseignement public

La commission sénatoriale des finances a adopté hier le rapport de M. L. Luthiac sur le projet portant relèvement des traitements des fonctionnaires de l'enseignement public.

Sur la demande expresse de M. Lafferre, ministre de l'Instruction publique, elle a adopté tous les relèvements votés par la Chambre. Elle a approuvé, cependant, quelques modifications au projet voté par la Chambre.

NOUVELLES BRÈVES

Le *Journal officiel* publie ce matin une loi portant modification du régime des douanes des produits pétroliers en France.

M. Briand, ingénieur en chef des mines, directeur de l'Ecole nationale de Saint-Etienne, est mis à la disposition de M. le commissaire général de la République en Alsace et Lorraine.

Une circulaire relève le maximum et organise le paiement par chèques des avances allouées aux fonctionnaires.

Sont nommés : trésoriers-payeurs : de l'Alsace, M. Bourgeois ; de l'Alsace, M. Ducloux.

M. Clémenceau a reçu hier matin, au ministère de la Guerre, le maréchal Foch.

Un communiqué la note suivante : « Une information d'origine allemande, d'indemnités sanglantes qui se seraient produites à Strasbourg entre militaires français et civils. Cette nouvelle est sans fondement. »

M. Armand Falla a déposé une proposition de résolution invitant le gouvernement à libérer immédiatement, quelle que soit leur classe, les militaires ayant perdu leur liberté sous les drapeaux.

Par une proposition de résolution, MM. Denais, Paul Fournier et Anet demandent à la Chambre d'inviter le gouvernement à la saisir, dans le plus bref délai, d'un projet de loi modifiant la loi de 1913, et réduisant les charges militaires du pays dans toute la mesure compatible avec la sécurité de nos nouvelles frontières et les exigences de la défense nationale.

Une délégation du groupe parlementaire des représentants des départements libérés a été reçue, hier, par M. Clémenceau, président du Conseil, qu'elle a entretenu de la question du chemin.

M. Gals, sous-secrétaire d'Etat aux Travaux publics, a été entendu, hier, par la commission sénatoriale chargée de l'examen des projets relatifs à l'utilisation de l'énergie hydraulique.

M. Joseph Hottard, directeur des P.T.T., d'indemnités, a été entendu, hier, après-midi, par le sous-secrétaire d'Etat aux Travaux publics, et a été entendu, par le ministre de la Guerre, de la défense nationale.

La Belgique a été invitée officiellement à occuper la région de Montmédy, qui lui est annexée par le traité de paix.

A Madrid, un haut fonctionnaire diplomatique espagnol serait soumis à une enquête pour communication de pièces importantes à des puissances étrangères.

La situation ouvrière est très tendue à Valence (Espagne), où plusieurs industries font grève.

L'aménagement et l'outillage

Il ne suffit pas de construire, il faut aménager. On ne peut pas construire sans outillage. On ne peut pas construire sans outillage. On ne peut pas construire sans outillage.

On ne peut pas construire sans outillage. On ne peut pas construire sans outillage. On ne peut pas construire sans outillage.

On ne peut pas construire sans outillage. On ne peut pas construire sans outillage. On ne peut pas construire sans outillage.

On ne peut pas construire sans outillage. On ne peut pas construire sans outillage. On ne peut pas construire sans outillage.

On ne peut pas construire sans outillage. On ne peut pas construire sans outillage. On ne peut pas construire sans outillage.

On ne peut pas construire sans outillage. On ne peut pas construire sans outillage. On ne peut pas construire sans outillage.

On ne peut pas construire sans outillage. On ne peut pas construire sans outillage. On ne peut pas construire sans outillage.

